



Cinq ans après le Brexit, quel bilan pour le Royaume-Uni ? Olivier Morel, avocat et conseiller du commerce extérieur, livre son analyse lors du débat organisé par La Fabrique de l'Exportation.

Genèse et objectifs du Brexit

L'une des idées maîtresses derrière le Brexit était de **redéfinir la position du Royaume-Uni sur la scène mondiale**. Les partisans du Brexit souhaitaient libérer le pays des contraintes imposées par l'Union Européenne, notamment en matière de politique commerciale. L'ambition était de permettre au Royaume-Uni de renouer avec une influence globale en forgeant de nouveaux partenariats commerciaux, notamment avec les États-Unis et la Chine. L'objectif était de retrouver une souveraineté commerciale pleine et entière, perçue comme entravée par l'appartenance à l'UE.

Contexte politique et économique actuel

Plusieurs éléments clés façonnent le contexte actuel :

- Un **nouveau gouvernement travailliste**, en place depuis juillet 2024, pourrait infléchir la politique commerciale.
- L'**économie** est redevenue une préoccupation centrale, influençant le comportement électoral. Les électeurs votent en fonction de leur perception de la situation économique.

- Le **Parti travailliste** reste divisé sur la question européenne, ce qui explique sa prudence et sa réticence à aborder le sujet du Brexit. La question du Brexit est une "cryptonite politique" pour le parti.
- Un **sondage** récent révèle qu'une majorité de Britanniques souhaitent une relation plus étroite avec l'Union Européenne. Près de 50% des personnes interrogées souhaitent un rapprochement avec l'UE.

France, Royaume-Uni et Union Européenne : les relations commerciales en chiffres

Les liens commerciaux entre la France, le Royaume-Uni et l'Union Européenne sont considérables :

- Le **commerce bilatéral** franco-britannique s'élève à plus de 120 milliards d'euros en 2023, en croissance par rapport à l'année précédente.
- L'**Union Européenne** demeure le premier partenaire commercial du Royaume-Uni, représentant 41 % de ses exportations et 47 % de ses importations.
- Le **Royaume-Uni** est un exportateur important de services, mais ce secteur a été étonnamment négligé dans l'accord commercial post-Brexit avec l'UE.

Coûts et bénéfices du Brexit : une évaluation

Il est essentiel d'examiner les coûts et les bénéfices du Brexit avec du recul :

- Le Royaume-Uni a dû **renégocier des accords commerciaux** avec des pays avec lesquels l'Union Européenne avait déjà établi des partenariats.
- Les **bénéfices potentiels** de nouveaux accords de libre-échange, tels que le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership), sont jugés négligeables. Les gains de l'adhésion au CPTPP sont estimés à seulement 0,087 % de croissance du PIB.
- Le Center for European Reform estime que le **coût du Brexit** s'élève à environ 23 milliards de livres sterling d'exportations de biens et services par trimestre, ce qui représente une réduction de 4 à 5 % du PIB.
- L'Office for Budget Responsibility (OBR) a constaté une **baisse de la productivité** de l'ordre de 4 %.
- Le Brexit a entraîné une **perte d'influence** sur la scène internationale et une **saturation des ressources** du secteur public, qui a consacré au projet Brexit une énergie qu'il ne pouvait pas diriger vers les autres grands défis du pays.

La stratégie commerciale du futur gouvernement travailliste

Dans la perspective d'un changement de gouvernement, le Parti travailliste prévoit une révision de la politique commerciale britannique, articulée autour de quatre axes majeurs :

1. **Remettre le libre-échange au centre des priorités**, en adoptant une approche pragmatique et en revenant aux fondamentaux.
2. **Entretenir des relations équilibrées avec les trois principaux partenaires : États-Unis, Chine et Union Européenne.**
3. **Miser sur les services**, en tirant parti de l'avantage comparatif du Royaume-Uni dans ce domaine. Un accord récent avec la Suisse, axé sur les services financiers, pourrait servir de modèle.
4. **Revoir et améliorer la relation avec l'Union Européenne**, en commençant par renforcer la coopération militaire. Les accords de Lancaster House, qui encadrent la coopération franco-britannique dans ce domaine crucial à l'heure de la guerre en Ukraine, pourraient être réactivés et modernisés.

Les relations avec les États-Unis et la Chine : perspectives

Les relations du Royaume-Uni avec les États-Unis et la Chine sont complexes et en constante évolution :

- La « **relation spéciale** » avec les États-Unis est davantage ancrée dans l'imaginaire collectif britannique que dans les réalités commerciales.
- L'élection de **Donald Trump** pourrait donc ne pas transformer fondamentalement la relation bilatérale, mais le Royaume-Uni sera très certainement impacté par la nouvelle administration américaine, notamment dans sa posture à l'égard de la Chine.
- Le Royaume-Uni cherche activement à **relancer ses relations avec la Chine**, notamment dans le domaine financier. La visite récente de la Chancelière de l'Échiquier à Pékin témoigne de cette volonté.

Conclusion

Malgré le Brexit, des personnalités politiques britanniques – jusque dans les rangs du Parti Conservateur, reconnaissent les erreurs passées et la nécessité de trouver un terrain d'entente avec l'UE.

Pour relever les défis posés par la Chine et les États-Unis, il est nécessaire que le Royaume-Uni et l'Union Européenne parviennent à s'entendre. Une collaboration accrue dans des domaines tels que la mobilité des travailleurs et la coopération énergétique serait mutuellement bénéfique.